



**PRÉFÈTE
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

Arrêté préfectoral complémentaire n° 2026-978 du 03 juin 2026

**actant le transfert de l'autorisation environnementale de la société SAS Parc éolien de la Voie Sacrée
au profit de la société SAS Parcs éoliens des terres blanches pour l'exploitation d'un parc éolien
situé sur le territoire des communes de COURCELLES-SUR-AIRE et d'ÉRIZE-LA-BRÛLÉE**

**La Préfète de la Meuse
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le Code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 8 avril portant nomination de Madame Anne-Florence CANTON, Préfète de la Meuse ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2026-789 du 8 avril 2026 accordant délégation de signature à Mme Alice MALLICK, Sous-Préfète de Verdun, chargée de l'intérim des fonctions de secrétaire général de la préfecture de la Meuse ;

VU les permis de construire n° PC55.128.04.K0002, n° PC55.175.04.F0002, n° PC55.040.04.K0005 et n° PC55.442.04.F0002 délivrés le 20 janvier 2005 à la société SAS Parc éolien de la Voie Sacrée pour l'exploitation d'un parc éolien composé de 6 aérogénérateurs et de 2 postes de livraison sur le territoire des communes de COURCELLES-SUR-AIRE et d'ÉRIZE-LA-BRÛLÉE ;

VU le donné acte du 7 mars 2013 accordant le bénéfice de l'antériorité à la société SAS Parc éolien de la Voie Sacrée pour le parc éolien qu'elle exploite sur le territoire des communes de COURCELLES-SUR-AIRE et d'ÉRIZE-LA-BRÛLÉE ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2025-2534 du 19 décembre 2025 encadrant une modification de l'implantation, du gabarit et de la puissance des aérogénérateurs du parc susvisé ;

VU la déclaration de transfert de l'autorisation environnementale de la société SAS Parc éolien de la Voie Sacrée au profit de la société SAS Parcs éoliens des terres blanches, portée à la connaissance du préfet par courriel le 20 novembre 2025, et complétée par les courriels en date du 10 février et du 23 mars 2026 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Grand Est, référencé 135/2026 en date du 26 mars 2026 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis en recommandé avec accusé de réception le 20 mai 2026 au pétitionnaire pour avis ;

VU le courriel du pétitionnaire en date du 28 mai 2026, par lequel il indique n'avoir aucune observation à formuler sur ce projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant que la déclaration de l'exploitant est conforme aux dispositions de l'article R.181-47 du Code de l'environnement ;

Considérant la nécessité d'acter le transfert de l'autorisation de la société SAS Parc éolien de la Voie Sacrée au profit de la société SAS Parcs éoliens des terres blanches ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet

Les termes de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2025-2534 du 19 décembre 2025 :

« La société Parc éolien de la Voie Sacrée SAS, dont le siège social est situé à 16 boulevard Montmartre, 75009 Paris, est autorisée à poursuivre l'exploitation de son parc éolien Voie Sacrée I situé sur le territoire des communes de Courcelles-sur-Aire et d'Érize-la-Brûlée. »

sont modifiés comme suit :

« La société SAS Parcs éoliens des terres blanches (numéro de SIREN : 480 057 546), dont le siège social est situé 16 boulevard Montmartre, 75009 Paris, est autorisée à poursuivre l'exploitation de son parc éolien, autorisé par le donné acte du 7 mars 2013, et situé sur le territoire des communes de COURCELLES-SUR-AIRE et d'ERIZE-LA-BRÛLÉE. »

Article 2 : Voies et délais de recours

Le pétitionnaire peut saisir le préfet de département d'un recours gracieux. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du préfet de département vaut rejet implicite du recours gracieux.

Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction, il peut être déféré devant la Cour administrative d'appel de Nancy – 6 rue du Haut Bourgeois – CS 50 015 – 54 035 NANCY Cedex 5 – dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du Code de l'environnement :

La Cour administrative d'appel peut être saisie par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr :

1°) par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée

2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44,

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R.181-5 du Code de l'environnement, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L.411-6 et L.122-1 du Code des relations entre le public et l'administration.

Article 3 : Obligation de notification de recours

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 4 : Information des tiers

Une copie de la présente décision sera déposée en mairies de COURCELLES-SUR-AIRE et d'ÉRIZE-LA-BRÛLÉE pour mise à disposition du public.

Un extrait de cet arrêté sera publié, par voie d'affichage ou par tout autre moyen en usage, en mairies de COURCELLES-SUR-AIRE et d'ÉRIZE-LA-BRÛLÉE pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de chaque commune.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Exécution

- La Secrétaire Générale par intérim de la préfecture de la Meuse,
- l'Inspecteur des installations classées (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est – UD 54/55 – Division Meuse),
- les Maires des communes de COURCELLES-SUR-AIRE et d'ÉRIZE-LA-BRÛLÉE.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

*** à titre de notification à :**

– M. Mattéo CARANDO, représentant la société SAS Parcs éoliens des terres blanches ;

* à titre d'information à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est,
- M. le Directeur Départemental des Territoires.

Pour la Préfète et par délégation,
Le Sous-Préfet de Commercy

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Eric LE ROUX